



La débâcle de Jacob Zuma révèle la pauvreté et la corruption en Afrique du Sud

Par [Prof. Patrick Bond](#)

Mondialisation.ca, 16 janvier 2017

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Tout explose autour du président Zuma. Des opposants de tous horizons politiques, les étudiants radicalisés, la direction de son propre parti. Son système clientéliste en lambeaux est mis sous les projecteurs.

Il est possible que l'on se souvienne de la première semaine de novembre 2016 comme le tournant le plus important en Afrique du Sud depuis que l'African National Congress (ANC) a évincé le président Thabo Mbeki en septembre 2008. Le principal tourment de ce dernier était alors Jacob Zuma qui gouverne le pays depuis mai 2009, d'une façon toujours plus discutable.

Mais ça explose maintenant de toutes parts autour de Zuma. Des opposants de tous horizons politiques, les étudiants radicalisés, la direction de son propre parti, tous sentent le sang, tandis que son système clientéliste en lambeaux est mis sous les projecteurs.

Zuma vient de subir deux défaites juridiques majeures :

1. Des accusations maladroites de l'État contre le ministre des Finances, Pravin Gordhan [\[1\]](#) qui ont été piteusement abandonnées le lundi 31 octobre par un procureur incompetent à la suite d'un tollé national.

2. Cela a été suivi, le mercredi 2 novembre, par la publication par le Ministère public du rapport sur « la captation de l'État » portant sur les relations de corruption de la famille de Zuma, un rapport que le président et deux autres ministres ont vainement tenté d'étouffer.

Zuma perd son emprise politique alors que les libéraux et les radicaux se renforcent

Pendant que Zuma tentait de gagner du temps, les grondements à la base se faisaient toujours plus forts. Le parti de gauche Economic Freedom Fighters (EFF) et le parti de centre droit Democratic Alliance (DA) ont tous deux organisé le 2 novembre des manifestations contre Zuma dans la capitale, Pretoria. Julius Malema [\[2\]](#), le dirigeant des EFF, s'est alors clairement distancié d'un troisième événement : une réunion placée sous le slogan de « Sauver l'Afrique du Sud », qui se tenait dans la cathédrale anglicane, située à proximité, en présence d'un grand nombre de notables de la société civile et des grandes entreprises.

Malema s'est exprimé ainsi devant une foule de plusieurs milliers de personnes : « *Un PDG va parler dans la petite église, là-bas, et non sur la grande place de l'église, Church Square. Laissons-les parler là-bas. Les petites églises sont faites pour les PDG. Seuls les EFF ont le*

pouvoir de faire s'effondrer l'ANC. » La manifestation des militants des EFF qui voulaient occuper les bureaux de Zuma dans les locaux de l'Union Buildings de Pretoria a été déviée par la police, mais les manifestants portant des T-shirts rouges ont quand même réussi à occuper une bonne partie du quartier d'affaires au centre de la capitale [où se situe Church Square].

Avant la publication du rapport de 355 pages sur « la captation de l'État », Floyd Shivambu, député et bras droit de Malema, avait écrit l'analyse la plus complète sur l'influence des frères Gupta. Les EFF font régulièrement référence au réseau liant l'État et les capitalistes de connivence (cronies) de la famille Gupta par le terme suivant : « Zuptas », soit une contraction de Zuma et de Gupta. L'influence de cette famille s'étend aux médias (ils possèdent un journal et un réseau de télévision), aux mines, en particulier au travers de liens controversés avec la compagnie d'électricité para-étatique Eskom et de son manager principal, ainsi qu'auprès de dirigeants locaux de l'ANC.

D'autres secteurs du prolétariat entrent en ébullition. L'un des trois plus importants syndicats qui soutient encore Zuma, celui des infirmières - comptant plus de 200 000 membres et appartenant à la même fédération que les enseignants et les mineurs qui était le principal soutien du monde du travail à Zuma - a annoncé le 1er novembre qu'il voulait désormais que le président démissionne. Le plus grand syndicat, celui des métallurgistes [3], exigeait la même chose fin 2013. Plus récemment, cette opinion a été exprimée par un grand nombre de dirigeants importants de l'ANC, ainsi que par ce qui semble être la quasi-totalité de la société civile du centre gauche et centriste tout comme des commentateurs des médias.

Zuma, âgé de 74 ans, ancien guérillero sans instruction, est un génie non seulement lorsqu'il s'agit de maintenir une souplesse idéologique consistant à parler à gauche et agir à droite, mais aussi lorsqu'il s'agit de conserver la loyauté de son groupe ethnique zoulou ainsi que des provinces de l'est et du nord (KwaZulu-Natal, Mpumalanga, Free State, North West et Limpopo). Bien que lors des élections municipales d'août l'ANC ait perdu 8 % des voix par rapport à 2011, il a remporté largement les élections dans ces régions.

Pour la première fois depuis la fin de l'apartheid, l'ANC a dû céder le pouvoir dans les centres économiques que sont Johannesburg, Pretoria ainsi que la cinquième ville du pays, Nelson Mandela Bay (Port Elizabeth), face à ce qui sera sans doute une alliance passagère droite-gauche entre la DA et les EFF. La deuxième ville, Cape Town, est dirigée par la DA depuis 2006, alors que la troisième, Durban, est un bastion sûr pro-Zuma. Un immense bras de levier clientéliste a été perdu pour l'ANC avec la perte de ces trois zones métropolitaines.

Zuma est lui-même est à nouveau malmené suite aux 783 actes d'accusation pour corruption portés contre lui à la suite d'un accord militaire avec la France à la fin de la décennie 1990. Le tristement célèbre accord sur l'achat d'armes porte atteinte à la mystique de l'ANC sur la libération, y compris sous le gouvernement Mandela entre 1994 et 1999. En 2005, après l'emprisonnement d'un proche pour les mêmes chefs d'accusation, Zuma a été démis de ses fonctions d'adjoint au président Mbeki. Il avait ensuite été acquitté en 2006 lors d'un procès retentissant pour viol. La victime, Fezikile Kuzwayo - fille d'un ancien guérillero de l'ANC proche de la famille de Zuma - est décédée du sida à Durban le mois passé. Ce fut l'occasion de rappeler la misogynie de Zuma. Zuma, qui a quatre épouses et plus de vingt enfants, a prétendu lors du procès que « *dans la culture zouloue, on n'abandonne pas une femme* ». Une affirmation qui a été éloquemment réfutée par Kuzwayo qui fut contrainte à l'exil par les partisans de Zuma pendant plusieurs années.

Jusqu'à maintenant, Zuma est parvenu à maintenir les tendances dissidentes sous le grand chapiteau politique de l'ANC, en partie grâce à une utilisation habile de son système de favoritisme politique au service de la stratégie « diviser pour mieux régner ». L'heure de vérité est cependant arrivée. En effet, ainsi que le révèle le rapport sur la « captation de l'État », la famille Gupta – trois frères immigrés d'Inde qui sont devenus des magnats ostentatoires au cours des deux dernières décennies – a remporté de très gros contrats auprès de l'État, distribuant des pots-de-vin pour devenir encore plus riches.

Mcebisi Jonas, le respectable ministre adjoint des Finances, a par exemple accusé les Gupta d'avoir voulu lui offrir 45 millions de dollars – il y a un an – s'il acceptait de devenir ministre des Finances grâce à un putsch informel parce que son chef d'alors, Nhlanelhla Nene, refusait des contrats favorables à la cour de Zuma portant sur l'achat d'avions et sur le nucléaire. Suite au refus énergique de Jonas, Nene fut congédié et son poste attribué à un ingénieur en politique, David van Rooyen. Ce fut un choc pour le pays en décembre 2015. Quatre jours plus tard, au milieu d'une dévaluation du rand, le monde des affaires se soulève, sous l'impulsion de trois banquiers blancs, et contraint Zuma à écarter le malheureux van Rooyen, déplacé au ministère de la Gouvernance coopérative et des affaires traditionnelles. Gordhan, qui avait occupé le poste de ministre des Finances entre 2009 et 2014, pour le plus grand plaisir du monde des affaires, a pris sa place.

La position de Gordhan est toutefois devenue de plus en plus intenable tout au long de l'année 2016 en raison du ralentissement économique, ainsi que des tentatives répétées des alliés de Zuma de le poursuivre pour ce qui semble être soit des affirmations absurdes, soit des méfaits relativement mineurs lorsqu'il se trouvait à la tête de l'autorité fiscale.

Alors que le pays évite tout juste la récession, les manœuvres budgétaires de Gordhan pour 2016 ont été également compliquées par une contestation populaire croissante. En particulier la campagne *FeesMustFall* [4], menée par les étudiants qui exigeaient environ 2 milliards de dollars de nouveaux investissements pour réaliser une « *éducation supérieure de qualité, décolonisée et libre* », qui s'ajoutait à la colère des communautés noires face à l'absence de services municipaux dignes de ce nom. La menace d'une notation à la baisse des obligations pourries, les *junk bond*, couronnait le tout.

Menaces sur la notation des taux de crédit et revendications étudiantes

Les dirigeants locaux de trois agences de notation – Moody's, Fitch et Standard&Poor's – menaçaient depuis longtemps de dégrader la notation des obligations pourries, et Gordhan a fait tout son possible pour les apaiser ainsi que les financiers qui se trouvent derrière elles.

Il est clair que ces trois agences se sont souvent trompées spectaculairement (par exemple avec une note AAA pour Lehman Brothers et l'assurance IAG en 2008) et sont manifestement tendancieuses en s'alignant sur les préjugés des banques occidentales. L'alliance économique du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud s'est engagée, lors de sa réunion à Goa le mois dernier, à faire sa propre agence de notation.

Les élites financières néolibérales à la tête des BRICS garantissent, cependant, que cette agence serait fortement « orientée vers le marché » – à l'instar de la Nouvelle banque de développement des BRICS et du Contingent Reserve Arrangement – et il n'y aura en toute logique aucune différence avec les institutions existantes.

À l'instar du Brésil et de la Russie qui ont également reçu un *junk status*, l'Afrique du Sud verse un taux d'intérêt de 9 % sur sa dette étrangère qui atteint désormais le seuil dangereusement élevé de 135 milliards de dollars, ce qui indique que les « marchés » considèrent déjà, de facto, que l'Afrique du Sud est réduite à un junk status.

Le 25 octobre 2016, ayant fortement à l'esprit ces trois agences, Gordhan a dévoilé son dernier budget devant le Parlement. Au même moment, 16 des 25 universités du pays étaient contraintes de fermer temporairement sous la pression des étudiants contestataires, dans leur tentative de faire monter la pression à l'échelle nationale sur le gouvernement. Bien que le mouvement fût courageux – et alors même que 600 étudiants furent arrêtés – et qu'une perte de 80 millions de dollars soit enregistrée, ni Zuma ni Gordhan n'ont cédé.

Ce même 25 octobre, plusieurs milliers d'étudiants en colère ont entendu le discours de Gordhan devant le Parlement avant son discours sur le budget. Après avoir été attaqués par la police, ils ont commencé à manifester avec force dans le centre de Cape Town. Ils étaient profondément choqués, après plus d'un an de débats et de mobilisations étudiantes intenses, par la décision de Gordhan de n'allouer que 420 millions de dollars supplémentaires au système universitaire. Cela en tenant compte de la situation héritée : c'est-à-dire des universités sous-financées telles que les avait laissées le prédécesseur de Gordhan, le fameux néolibéral Trevor Manuel. Il travaille désormais pour la banque Rothschild. Les étudiants ont été en outre excédés par une nouvelle répression policière brutale.

Mais les étudiants n'auraient pas dû être surpris. Gordhan, en effet, avait décrit le 5 octobre une politique du diviser pour mieux régner dans un entretien à New York lors de sa dernière tournée à la recherche d'investisseurs : « *Nous avons une solution qui répondra aux besoins des étudiants pauvres. Il est important que les étudiants qui comprennent les calculs, qui comprennent les compromis, saisissent que nous devons, d'un côté, financer les frais d'études et, de l'autre, financer le logement, la santé, et tant d'autres ; ils devraient se positionner dans une discussion constructive.* »

À travers l'ensemble de l'Afrique du Sud, *FeesMustFall* avait rejeté deux semaines plus tôt cette « solution » lorsqu'elle a été proposée par Blade Nzimande, le ministre de l'Enseignement supérieur, également dirigeant du Parti communiste d'Afrique du Sud. Ils comprennent bien que les subventions étatiques fournissaient 50 % des revenus des universités en 2000, mais qu'elles ont constamment chuté pour atteindre actuellement 40 %. Donc les étudiants doivent combler la plus grande partie de ce qui manque.

Le 25 octobre, Gordhan leur a dit une fois de plus d'emprunter plus – il a offert 670 millions de dollars –, afin de payer leur éducation de premier cycle. Le très faible taux de remboursement du National Student Financial Aid Scheme (1,5 milliard dollars sur une dette de 1,8 milliard reste non payé) reflète la façon dont cette stratégie fonctionne. L'accroissement d'une dette des ménages n'est qu'un « secours » à court terme, ainsi que le démontre le pourcentage des emprunteurs désignés par le National Credit Regulator comme appartenant à la catégorie des « crédits douteux » : il se situe toujours dans la zone insoutenable de 45%, à peine plus bas que le record de 2008.

Il est, en outre, important de signaler qu'un rapport réalisé par la commission Nzimande 2012-13 sur une éducation gratuite a été dissimulé avant que ses conclusions n'aient fuité en 2015. Le porte-parole de Nzimande, Khaye Nkwanyana, expliquait : « *Il s'agit d'un document public, mais en raison de la nature du rapport, nous avons décidé de ne pas le*

rendre public. Il est évident que nous aurions placé le ministre des Finances [Gordhan] dans une situation d'affrontement avec le public si cette décision et ce rapport avaient été diffusés. »

Le travers néolibéral de Gordhan

Les choix opérés par Gordhan le mois dernier le placent nécessairement en opposition avec la population. Son budget de février, par exemple, ne prévoyait qu'une augmentation nominale de 3,5 % pour les familles d'accueil (qui jouent un rôle vital étant donné le taux élevé d'orphelins en raison du sida), ainsi qu'une augmentation de 6,1 % pour les mères de plusieurs millions de bénéficiaires du Child Support Grant. Alors que les allocations de retraites n'augmentent pas, alors que l'augmentation de 0,75 \$ par mois – pour atteindre le montant symbolique de 27 \$ par mois – n'aboutit à une augmentation des allocations pour les enfants que de 7,5 %.

Toutefois, l'inflation qui frappe les pauvres dépassera sans doute 10 %, en raison d'une augmentation de 15 % du prix des aliments de base, d'une augmentation de 9,4 % de la facture d'électricité (Eskom), ainsi que des dépenses supplémentaires pour les transports. Reflétant l'écart entre la conscience de Pretoria et la faim de la société, le taux de pauvreté (nourriture et besoins de base) atteint désormais un taux insoutenable de 63 %. Pourtant, l'Afrique du Sud figure parmi les cinq pays dont les dépenses sociales sont les plus faibles parmi les 40 plus importantes économies du monde (la moitié de ce que dépensent la Russie et le Brésil).

Au lieu de cibler les dépenses sociales, Gordhan aurait pu s'en prendre aux 17,3 milliards dollars annuels de surfacturation dans le budget de 45 milliards géré par le Trésor. Le responsable du contrôle des achats auprès du Trésor, Kenneth Brown, a reconnu récemment que « sans dépenser un centime de plus, le gouvernement peut augmenter ses rentrées de 30 %-40 %. C'est là que se trouve en réalité la véritable fuite dans le système. »

Pourquoi un tel gaspillage se poursuit-il depuis si longtemps ? Gordhan admet lui-même que le Trésor est encore marqué par une recherche systématique de rentes de la part de l'ANC : « *Cela signifie qu'à chaque fois que je veux faire quelque chose, je déclare que cela fait partie de la transformation. Cela signifie dans le même temps que je donne des contrats à mes copains dans les cabinets ministériels* » (le « je » et le « mes » font référence à la faction Zupta).

On trouve toutefois d'autres copains dans d'autres cabinets. Ceux-là encensent habituellement le néolibéralisme du Trésor : le 1 % des plus riches d'Afrique du Sud dont la trajectoire est exceptionnelle depuis le début des années 1990, ainsi que l'indique un rapport de la Banque mondiale publié le mois dernier. Les politiques économiques de l'après-apartheid ont porté la part qu'ils occupent dans le revenu total (en dehors des gains en capitaux) de 10 %-12 % en 1990-1994 à 18 %-20 % depuis 2009, un chiffre presque sans précédent dans le monde.

Il faut y ajouter les hommes (pour la plupart) qui placent illégalement leurs biens à l'étranger. En plus des 11 milliards de dollars de bénéfices nets, de dividendes et de paiements d'intérêts qui quittent le pays – la principale raison qui explique que le déficit en devises actuel de l'Afrique du Sud atteint régulièrement 5 % du PIB –, il y a 21 milliards de dollars en moyenne annuelle de « flux financiers illégaux » (selon l'estimation du Global Financial Integrity pour la dernière décennie).

Cette menace va perdurer à moins que le Trésor et la Banque centrale ne l'empêchent en renforçant le contrôle sur les transferts de capitaux. Ils ne le feront pas. Sans que cela suscite de tensions avec des régulations étatiques quelconques, une évasion fiscale flagrante est réalisée par les plus grandes compagnies de platine, en particulier Lonmin avec sa branche « marketing », De Beers avec ses fausses factures pour 2,8 milliards de dollars sur sept ans, ainsi que le détournement des bénéfices en provenance de plusieurs pays d'Afrique vers l'île Maurice de l'opérateur de téléphones portables MTN.

Le défi de la société

Un ministre des Finances fort et engagé attaquerait de telles dépravations afin de trouver les fonds nécessaires pour éliminer la pauvreté. Dès lors que Gordhan a échoué, la société s'interrogera-t-elle sur la modification du rapport de forces nécessaire pour bâtir finalement un État démocratique et assurant la satisfaction des besoins ?

La première étape de cette révolution (libérale) est à notre portée : s'opposer à la faction corrompue de Zuma composée d'un noyau de politiciens, de gérants d'agences para-étatiques ainsi que de partenaires en pillage privé-public. L'appareil clientéliste pourrait bien tomber lentement, car Zuma va s'opposer aux conclusions du rapport sur « la captation de l'État » et une commission officielle léthargique sera nommée pour enquêter plus à fond sur les détails.

En ce qui concerne l'étape suivante, les protestations nombreuses en cours des partis d'opposition, des étudiants, des quartiers et des travailleurs restent à l'horizon alors que la poussière politique ne va pas retomber. La période à venir permettra d'abord de savoir si les libéraux et leurs alliés se battant au nom de Gordhan et pour la cause anti-corruption peuvent battre Zuma, le maître en politique de survie nationaliste.

Tout aussi important, nous apprendrons quelles sont les pressions à partir d'en bas qui peuvent être mobilisées pour provoquer un changement de régime non violent en faveur d'un budget post-Zupta (Zuma et Gupta), post-néolibéral, la prochaine fois que Gordhan le présentera au Parlement, en février 2017.

Patrick Bond

Article original en anglais :



[South Africa's Deprivations and Depravations Revealed in Jacob Zuma's Meltdown](#), publié le 3 novembre 2016.

Traduction : [À l'Encontre](#)

Notes

[1] Pravin Gordhan a été membre du Parti communiste d'Afrique du Sud jusqu'en 2009.

[2] Julius Malema était à la tête des jeunes de l'ANC entre 2008 et 2012, avant de rompre et de créer le parti Economic Freedom Fighters (Combattants pour la liberté économique, EFF) en 2013, avec d'anciens membres de l'ANC. Il revendique l'expropriation des terres et la nationalisation des

mines sans compensation, demande que l'Afrique du Sud soit rebaptisé « Azanie » et que l'hymne national soit modifié, que l'architecture des bâtiments soit revue et adaptée pour refléter l'histoire de la lutte contre le colonialisme. Dans son programme pour les élections municipales de 2016, il a demandé en outre qu'une quarantaine de villes de la province du Cap occidental soient rebaptisées. Julius Malema a lancé en avril 2015 un appel à détruire tous les monuments et statues liés à l'histoire des blancs. EEF a obtenu 6,35 % des suffrages aux élections générales de 2014 et 25 députés. Aux élections municipales de 2016 il a obtenu 8,31 % des voix.

[3] NUMSA, qui a été expulsé de la centrale syndicale COSATU en 2014 pour avoir refusé de financer l'ANC et le Parti communiste sud-africain.

[4] La campagne Fees Must Fall (« les frais d'inscriptions doivent baisser »), lancée en octobre 2015 par les étudiants et les salariés de l'université du Witwatersrand à Johannesburg, une des plus prestigieuses du pays, est rapidement devenue un mouvement national et a remporté une première victoire en mettant fin à l'externalisation, une pratique d'exploitation et d'exclusion, et en obtenant la gratuité de l'enseignement. Mais les suites budgétaires de cette victoire n'ont pas été réalisées. Cf. Noor Nieftagodien, La victoire des étudiants et des travailleurs précaires ne met pas fin à la lutte, Inprecors n° 623 de janvier 2016.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Prof. Patrick Bond](#), Mondialisation.ca, 2017

Articles Par : [Prof. Patrick Bond](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca